

Implications géopolitiques de la stratégie de sécurité énergétique de la Chine

En 1999, la Chine importait 36 millions de tonnes de pétrole. En 2003, elle en faisait venir 78. En 2004, ses importations ont représenté de 100 à 120 millions de tonnes, volume qui atteindra par projection les 210 millions en 2010. En l'espace de quelques années les besoins énergétiques de la Chine sont devenus démesurés, du fait de sa masse démographique et de sa croissance économique rapide. Corrélat de cette croissance massive, sa dépendance énergétique en matière gazière, mais surtout pétrolière, est appelée à croître très fortement, ce qui condamne la Chine à aller s'approvisionner à l'extérieur, sa production nationale ne suffisant plus. Anticipant un état de pénurie générale, la Chine a réorienté sa politique énergétique dans le sens d'une stratégie d'approvisionnement « tous azimuts » : *la multiplication de ses fournisseurs, l'accès physique aux ressources en hydrocarbures, de même que la volonté de garantir coûte que coûte la continuité de la chaîne d'approvisionnement, sont les axes stratégiques par lesquels la Chine entend répondre à ces impératifs de sécurité énergétique.*

Les facteurs de la réorientation de la politique énergétique de la Chine : *La fragilisation du marché intérieur de l'énergie due à la croissance économique massive de la Chine* explique en grande partie la réorientation de sa politique énergétique. En effet, en 2004, la production d'électricité, qui repose à 70% sur le charbon, a connu de graves instabilités et le déficit pétrolier n'a pas cessé de se creuser en raison du développement du secteur automobile. Le pétrole a acquis une dimension majeure dans un pays où sa consommation a augmenté de 7% par an durant la dernière décennie, alors que la croissance annuelle de la production n'est que de 1,8%. La pénurie d'or noir trouve également son origine dans *l'épuisement progressif des grands gisements nationaux*, ceux du nord-est en particulier. Les principaux champs pétrolifères comme Daqing, Sengli et Liaohe qui assurent 80% de la fourniture nationale de pétrole, ont atteint leur pic de production dans les années 80 et leur exploitation devient de plus en plus coûteuse. *L'insuffisance et la vulnérabilité des infrastructures de transport* entre les ressources de l'Ouest (désert du Taklamakan et bassin du Tarim) et le reste du pays sont une autre explication au déséquilibre de la balance pétrolière chinoise. Sur ce déficit d'infrastructures vient se greffer la problématique de la minorité ouïgour, dans le collimateur du gouvernement chinois pour ses visées sécessionnistes panturques. Les Ouïgours représentent la plus importante des minorités de Chine. Installés au Turkestan oriental, ils sont très fortement implantés dans la province du Xinjiang, une région pétrolifère située sur une ligne de confrontation entre la Russie, les pays islamiques et l'Occident. Les visées panturques du mouvement autonome ouïgour inquiètent de plus en plus le gouvernement chinois qui craint que la sécurité de ses approvisionnements, notamment en provenance du Kazakhstan et du Tadjikistan, ne soit à terme menacée par des actes terroristes. Devant ces perspectives de pénurie, le gouvernement chinois n'a pas tardé à élaborer une nouvelle stratégie d'approvisionnement à long terme, fondée sur la sécurisation maximale des approvisionnements et sur un accès direct aux ressources en hydrocarbures. *Cette redéfinition représente un bouleversement considérable pour un pays dont la politique énergétique a toujours obéi au paradigme de l'autosuffisance.*

La redéfinition « tous azimuts » de la stratégie d'approvisionnement énergétique chinoise : Cette réorientation « tous azimuts » s'incarne d'abord dans *une politique de coopération renforcée de la Chine avec ses principaux fournisseurs*, notamment ceux du Moyen-Orient, qui représentent près de 60% des importations pétrolières chinoises. Cet investissement moyen-oriental n'est pas nouveau. Les préoccupations énergétiques croissantes de Beijing vis-à-vis du Moyen-Orient se sont manifestées dès 1999 quand Jian Zemin s'est rendu en Arabie Saoudite et en Iran, et a réussi à obtenir de ces pays une augmentation substantielle du volume d'importation de pétrole. Il ne fait pas de doute que le renforcement des liens entre Beijing et Riyad va alimenter la concurrence entre la Chine et les États-Unis. *La Chine a déjà pris la place des États-Unis comme premier acheteur de pétrole saoudien* – elle a remporté en 2004 un important contrat d'exploitation au détriment des compagnies américaines. Cependant, la Chine est consciente de l'instabilité géopolitique de la région, notamment suite à l'intervention américaine en Irak, et de la vulnérabilité à laquelle l'expose sa dépendance du pétrole

moyen-oriental. Alors que le Golfe devrait constituer jusqu'à 75% des importations chinoises de brut début 2010, une rupture brutale des approvisionnements pourrait provoquer une paralysie complète du système économique chinois. Prenant acte de ce handicap, la Chine s'est lancée dans une politique de diversification de ses sources d'approvisionnement. *Cette diversification se traduit par une politique d'accès aux ressources en hydrocarbures à travers l'internationalisation de ses compagnies énergétiques* (China Petrochemical Corporation/SINOPEC, China National Petroleum Company/CNPC, China National Offshore Oil Corp/CNOOC) qui vont directement acheter des nappes pétrolières en Amérique du Sud (Brésil, Pérou, Venezuela) et surtout en Afrique. L'avantage d'investir dans la prospection, l'exploitation et l'importation sur ces continents est évident pour la Chine : un accès physique aux sources d'hydrocarbures lui permet de ne plus dépendre des fluctuations des prix du marché, car, détail qui a son importance, chaque fois que le prix du pétrole augmente de 5 dollars par baril, la Chine doit dépenser plus de 10 millions par jour pour payer ses importations. A ce titre *l'Afrique est considérée comme un enjeu de première importance par la Chine* qui, à l'instar de la politique énergétique américaine, commence à investir massivement sur ce continent qui assure d'ores et déjà 20% de ses importations de pétrole, part qui doit atteindre 30% dans les prochaines années. *L'Algérie, le Gabon, l'Egypte ont été les premiers pays ciblés* par la puissance chinoise pour leurs réserves prouvées. La Chine table sur une augmentation potentielle de 68% de la production pétrolière africaine d'ici 2020. A l'heure actuelle, l'Afrique reste le seul continent où les Chinois ont la possibilité de développer ce type d'implantations. ➤ Les répercussions géopolitiques de la « course à l'énergie » chinoise : Premier effet de cette course à l'énergie, *la rivalité sino-japonaise pour la domination de la Mer de Chine est en train de s'amplifier* : l'intrusion, début novembre 2004, d'un sous-marin nucléaire chinois dans les eaux territoriales japonaises en est un des symptômes. Depuis que le Président Hu Jintao a donné l'ordre aux sociétés pétrolières étatiques « d'aller à l'étranger » pour assurer l'approvisionnement, celles-ci ont été effectuer des forages en Mer de Chine orientale à la limite ouest de la ligne que le Japon considère comme sa frontière. Mis sur le compte d'une erreur de manœuvre par le gouvernement chinois, cet incident est un prélude au jeu de guerre géoéconomique qui se met en place entre les deux rivaux séculaires. L'officialisation du projet d'oléoduc reliant Taichet, dans la région d'Irkoutsk, au port de Nakhodka qui se situe en face du Japon, a mis fin aux espérances de la Chine qui militait activement pour un tracé reliant la Sibérie orientale à Daqing, en Mandchourie chinoise. Cette décision illustre la méfiance qui règne entre les deux puissances d'Asie Centrale.